



## **RAPPORT ANNUEL DU COMITÉ DES ENGAGEMENTS SPÉCIFIQUES AU CONSEIL DU COMMERCE DES SERVICES (2016)**

Depuis son rapport annuel de 2015 au Conseil du commerce des services<sup>1</sup>, le Comité des engagements spécifiques a tenu quatre réunions formelles, le 2 octobre 2015, le 17 mars 2016, le 16 juin 2016 et le 5 octobre 2016, respectivement.<sup>2</sup> Pendant la période couverte par le présent rapport, le Comité s'est penché sur deux points permanents de l'ordre du jour – les questions de classification et celles se rapportant à l'établissement des listes – et sur les travaux futurs possibles.

### **1 QUESTIONS DE CLASSIFICATION**

1.1. À la réunion du 2 octobre 2015, un représentant de la Division de statistique de l'ONU a présenté un exposé par vidéoconférence sur les services dans la Classification centrale de produits (CPC) en mettant l'accent sur l'évolution de la CPC et ses règles générales d'application. Lors des discussions qui ont suivi, les Membres ont à nouveau exprimé des divergences de vues au sujet de plusieurs questions, notamment: existait-il de "nouveaux services"; était-il nécessaire d'en établir une définition; et quelles en étaient les implications pour les engagements existants dans le cadre de l'AGCS.

1.2. Au cours de la période considérée, un certain nombre de délégations ont indiqué à maintes reprises que le Comité avait épuisé le débat sur les "nouveaux services", tandis que d'autres ont continué à exprimer leur souhait de poursuivre l'examen des questions s'y rapportant.

### **2 QUESTIONS SE RAPPORTANT À L'ÉTABLISSEMENT DES LISTES**

2.1. À la réunion du 17 mars 2016, la délégation de la Turquie a présenté sa communication sur les examens des besoins économiques en vue de relancer le débat au sein du Comité.<sup>3</sup> Notant les difficultés que posent les descriptions vagues et ambiguës des examens des besoins économiques dans les listes des Membres, la Turquie a formulé un certain nombre de suggestions précises pour des travaux futurs en la matière, à savoir: la mise à jour de la note du Secrétariat sur les examens des besoins économiques, l'examen des tendances en matière d'inscription des examens des besoins économiques sur les listes dans les ALE, l'échange de renseignements entre Membres sur l'application des examens des besoins économiques, et le recensement des éléments communs dans les critères applicables aux examens des besoins économiques, par mode et par secteur. Les propositions de la Turquie ont bénéficié d'un soutien général de la part des Membres, et il a été généralement admis que les descriptions ambiguës des examens des besoins économiques figurant dans les listes des Membres compromettaient la valeur des engagements spécifiques contractés dans le cadre de l'AGCS. Néanmoins, le Comité s'est borné à charger le Secrétariat de mettre à jour sa note sur les examens des besoins économiques en examinant les listes des Membres ayant accédé récemment.

2.2. À la réunion du 16 juin 2016, le Secrétariat a présenté la mise à jour de sa note sur les examens des besoins économiques, où l'on passe en revue les listes des onze Membres ayant accédé à l'OMC après le 16 avril 2010.<sup>4</sup> Dans la note mise à jour, on soulignait que de nombreuses

<sup>1</sup> Document S/CSC/21 daté du 14 octobre 2015.

<sup>2</sup> Les rapports des réunions formelles portent les cotes S/CSC/M/74 à S/CSC/M/77. Il convient de les lire conjointement avec le présent rapport.

<sup>3</sup> Document JOB/SERV/224 daté du 29 février 2016.

<sup>4</sup> Document S/CSS/W/118/Add.2 daté du 25 mai 2016.

descriptions des examens des besoins économiques continuaient de poser problème, même dans les listes des nouveaux Membres.

2.3. À la réunion du 5 octobre 2016, le Comité a poursuivi ses travaux sur les examens des besoins économiques mais aucun progrès n'a été accompli sur le fond.

### **3 TRAVAUX FUTURS**

3.1. Le Président a tenu des consultations sur les travaux futurs que le Comité pourrait entreprendre dans le cadre de son mandat. À la réunion du 5 octobre 2016, un certain nombre de délégations ont exprimé le souhait d'examiner diverses questions liées à l'établissement des listes et à la classification, en particulier celles qui portaient sur le commerce électronique. En outre, des questions ont été soulevées sur le but assigné aux travaux du Comité en l'absence de négociations sur l'accès aux marchés. Le Président continuera de consulter les Membres sur les travaux futurs du Comité.

---